



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Collectivités territoriales

- Polémique à Grand-Couronne, la mairie se sépare soudainement de dizaines d'agents : « On n'a jamais vu ça » - 76actu

Sécurité

- Noyade au lac de Bédanne : un homme de 38 ans décède, une fillette hospitalisée – InfoNormandie
- "Un accident dramatique" : un homme de 38 ans est mort noyé à la base de loisirs de Bédanne, à Tourville-la-Rivière – ICI Normandie
- Un homme meurt noyé au lac de Bédanne, une fillette de 11 ans secourue par des badauds – France 3
- Un homme meurt en se baignant avec sa fille au lac de Bédanne à Tourville-la-Rivière – Paris Normandie
- Bilan des opérations au large de Dieppe : onze migrants secourus près du parc éolien en mer – Paris Normandie
- Des personnes secourues au large du parc éolien en mer de Dieppe - 76actu
- Près de Pavilly. Des cartouches de protoxyde d'azote retrouvées dans un abribus, le maire cherche une solution pour les recycler - Le courrier cauchois
- Seine-Maritime. Alerte à la bombe dans une école : une enquête est ouverte par le parquet de Dieppe – LCC
- Au Havre, un groupe local de traitement de la délinquance contre les vols de frets- Paris Normandie
- Un groupe local de traitement de la délinquance contre les vols de frets - Paris Normandie

Social et société

- Pourquoi une centaine de caravanes se sont-elles installées dans un champ près de l'aéroport de Boos ? – Paris Normandie
- Rouen. "Sous le choc", les parents attendent des explications après les soupçons d'agressions sexuelles dans le périscolaire – Tendances Ouest
- "Comment va se passer la suite ?" à Rouen, des parents dans l'attente de réponse après les plaintes contre trois agents - ICI Normandie
- Violences sexuelles à la crèche de Rouen : "Quand on tire sur la corde, ça finit par craquer", 3 questions à un professionnel de la petite enfance – France Info
- Violences sexuelles sur enfants à Rouen : des parents « perdus et en colère » à la réunion avec la Mairie – Paris Normandie
- Seine-Maritime. Des bureaux et agences de La Poste menacés ? - LCC

Justice

- Saint-Valery-en-Caux. Passeurs de migrants : une peine ferme pour l'un des deux Britanniques - LCC

Santé

- Vague de chaleur : +20% d'admission aux urgences du CHU de Rouen pour des coups de chaud ou des malaises- ICI Normandie
- Fortes chaleurs : pour les seniors vulnérables, la Ville de Rouen déclenche déjà son plan d'alerte – Paris Normandie
- En Seine-Maritime, cette commune active son plan canicule : les personnes fragiles recensées – Paris Normandie
- Les chenilles processionnaires sont de retour en Normandie : comment s'en protéger ? – Paris Normandie

Agriculture et pêche

- « Il y a urgence ! » : dans la tourmente, les fromages normands contre-attaquent- Le Parisien
- Pêche industrielle des navires de plus de 25 m : Manche Nature dénonce le revirement du préfet de Normandie – Ouest France
- Après l'abrogation d'un arrêté sur la pêche, le sénateur Sébastien Fagnen interpelle la ministre - La presse Manche

Acteurs publics

- 862 000 agents publics vont bénéficier de l'indemnité différentielle afin de ne pas être payés en dessous du Smic
- Sondage exclusif : les Français rejettent le tout-numérique et érigent la santé en urgence absolue

Polémique à Grand-Couronne, la mairie se sépare soudainement de dizaines d'agents : « On n'a jamais vu ça »

Mathieu Charré

6-8 minutes

Ces derniers jours, plusieurs agents municipaux de Grand-Couronne ont été prévenus qu'ils ne seraient pas renouvelés, voire qu'ils seraient licenciés. La mairie s'en explique.

Sur le même thème

[Budget](#)

[Emploi](#)

Article réservé aux abonnés



La mairie de Grand-Couronne se sépare d'agents municipaux, licenciés ou non renouvelés (©Google Street View/Capture d'écran)

Par [Mathieu Charré](#) Publié le 28 mai 2026 à 6h46

Le couperet est tombé. Selon les informations de [76actu](#), **plusieurs dizaines de contractuels** employés par la mairie de [Grand-Couronne](#) ont appris ces derniers jours **qu'ils ne seraient pas**

renouvelés à la fin de leur contrat. Certains ont même été **licenciés**. Pour quelles raisons ? Et quelles sont les réactions ? On fait le point.

Des dizaines d'agents municipaux pas conservés

Isabelle* est directement concernée par cette décision. Bientôt en fin de contrat, elle s'est vue notifier dernièrement qu'elle ne serait pas renouvelée à l'issue. « Ils m'ont dit qu'ils étaient contents de mon travail, mais que je n'étais **pas gardée pour des raisons budgétaires**. C'est difficile à avaler, ce n'est pas mon salaire [moins de 1 000 euros par mois, NDLR] qui va faire la différence. »

À lire aussi



- [30 millions d'euros en moins : à Rouen, la Métropole et son président « inquiets » face aux efforts financiers à venir](#)

D'après Isabelle, l'inquiétude règne très largement dans le personnel municipal, quant à leur avenir ou même celui du service rendu au public. « On entend parler d'**une vingtaine voire d'une trentaine de postes** touchés, témoigne-t-elle. Ça fait 15 ans que je suis à Grand-Couronne, on n'a jamais vu ça, une telle vague de licenciements ».

Un sujet abordé en Conseil municipal

Il y a un mois, le sujet était évoqué lors du Conseil municipal du 27 avril, celui du vote du budget. À cette occasion, plusieurs élus avaient souligné la baisse des « dépenses de personnel », passant de 11,9 en 2025 à 11,3 millions d'euros pour 2026 d'après **Bénédicte Maeght**, n° 2 de l'opposition. Soit **une baisse de 600 000 euros**.

« Nous sommes inquiets, assure-t-elle. On a questionné les élus de la majorité pour savoir à quoi correspond cette baisse, concrètement, en termes de postes et de services rendus. On n'a pas eu de réponse, hormis qu'il y aurait des départs en retraite non remplacés et une régularisation du taux d'encadrement des enfants. »

Plusieurs services sont concernés. **Le scolaire, le périscolaire ou la résidence pour personnes âgées** notamment. « Depuis une dizaine de jours je suis saisie par des agents inquiets, et des contractuels convoqués en entretien préalable à licenciement », assure l'opposante.

Une méthode comme ça ressemble plus à un plan de licenciement d'entreprise privée qu'à quelque chose qui fait partie de nos usages de service public.

Une mesure justifiée par la dette de la commune

Contactée, la maire socialiste **Julie Lesage** confirme cette décision budgétaire. « Notre ville fait face à des difficultés financières, avec **une dette à rembourser assez énorme**, les mesures de l'État qui nous tombent dessus, une perte de recettes fiscales... ».

Jusqu'en 2033, Grand-Couronne doit rembourser par an près de **2,7 millions d'euros** d'une dette contractée avant son arrivée, assure la maire. En ce qui concerne les rentrées d'argent, la fermeture de [Chapelle Darblay](#) a été le dernier coup dur, chiffré à presque **1 million d'euros** par an.

« On n'avait pas touché à la masse salariale jusqu'à maintenant, mais on en arrive à être **obligés de rationaliser** les postes, justifie l'édile. Je comprends que ça crée des inquiétudes, des questions. Mais on était nettement au-dessus de ce qui se fait ailleurs. »

La maire relativise d'ailleurs la portée de ces mesures. Sur les 350 agents environ que compte la municipalité, **une douzaine d'équivalents temps plein** devraient être non renouvelés ou supprimés. Aucun fonctionnaire ne perdra son emploi.

Une critique de la méthode

L'élue assure ainsi vouloir maintenir la qualité des conditions de travail des agents municipaux malgré cette mesure économique. « C'est un travail de rationalisation, de réorganisation, qui reste cohérent par rapport à ce qu'on propose à nos agents. On espère trouver un équilibre, le budget est un vrai sujet chez nous. »

Un constat partagé par l'opposition. « Je ne peux pas nier qu'il y a des contraintes qui s'imposent dans le budget de la Ville, qui dépense plus de charges de fonctionnement qu'elle n'a de recettes. Il faut faire des régulations, mais les faire de la sorte, c'est assez désorganisé et pas très clair. »

Les syndicats espèrent une mobilisation en juin

Du côté des syndicats, le scepticisme est de rigueur. « Je ne vois pas comment on pourra continuer à offrir des services de qualité », souffle **David Ruis**, secrétaire des agents territoriaux à la CGT. Qui avance lui aussi le nombre d'une vingtaine de postes concernés, pour beaucoup à mi-temps ou temps partiel. Avec un constat : ce sont encore **les plus précaires qui trinquent**. « Ce sont les animateurs, les femmes de ménage, les agents d'entretien... »

Le représentant espère voir **la colère se muer en mobilisation** le 5 juin prochain, lors de la prochaine réunion d'information syndicale. Même si le climat désuni qui règne depuis [l'incendie de la mairie](#) lui fait craindre le contraire. « On travaille dans des conditions dégradées, avec des collègues qui ne se parlent plus. On a demandé à recréer du lien pour qu'ils se rencontrent de nouveau. On ne décidera rien sans les agents. »

Au pire des cas, il espère que les conditions dégradées à l'avenir **éveilleront les consciences**. « C'était déjà tendu niveau personnel, on est à limite, assure Isabelle. Comment voulez-vous qu'on comprenne ? » À Grand-Couronne, cette tension pourrait durer.

**Le prénom a été modifié.*

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Noyade au lac de Bédanne : un homme de 38 ans décède, une fillette hospitalisée

La rédaction d'infoNormandie

~2 minutes

Seine-Maritime

Seine-Maritime

Mercredi 27 Mai 2026 - 20:37

Un homme de 38 ans a perdu la vie ce mercredi soir au lac de Bédanne, à Tourville-la-Rivière, après avoir disparu lors d'une baignade. Une fillette de 11 ans, également présente dans l'eau, a pu être secourue avant l'arrivée des secours et transportée à l'hôpital.



Un drame s'est noué ce mercredi en début de soirée au lac de Bédanne, à Tourville-la-Rivière (Seine-Maritime). Un homme de 38

ans est décédé après avoir disparu dans l'eau lors d'une baignade.

Une fillette de 11 ans, qui se trouvait avec lui au moment des faits, a été secourue par des badauds avant l'arrivée des secours. Elle a été transportée en urgence relative vers un centre hospitalier du secteur.

En arrêt cardio respiratoire

Les sapeurs-pompiers ont été appelés à 18h06, 5 voie du Mesnil. À leur arrivée, l'homme venait d'être sorti de l'eau par les secours en arrêt cardio-respiratoire.

Malgré l'intervention rapide des équipes et la présence du médecin du SMUR, son décès a été constaté sur place.

L'opération a mobilisé 16 sapeurs-pompiers, dont une équipe nautique, ainsi qu'un moyen hélicoptère.

"Un accident dramatique" : un homme de 38 ans est mort noyé à la base de loisirs de Bédanne, à Tourville-la-Rivière

Théophile Pedrola, Charlotte Coutard

4-5 minutes

-
- [Théophile Pedrola](#) ,
 - [Charlotte Coutard](#)

Publié le mercredi 27 mai 2026 à 20:00

Un homme de 38 ans est mort noyé ce mercredi 27 mai 2026, vers 18 heures, à la base de loisirs de Bédanne, à Tourville-la-Rivière (Seine-Maritime). C'est sa fille qui a donné l'alerte. La baignade, non surveillée, était interdite.

Un **homme de 38 ans** est mort noyé ce mercredi 27 mai 2026, vers 18 heures, à la base de loisirs de Bédanne, sur la commune de Tourville-la-Rivière (Seine-Maritime). Selon les informations recueillies sur place par [ICI Normandie](#), **le père, qui ne savait pas nager, est parti se baigner et s'est noyé**. C'est sa fille âgée d'une dizaine d'années qui a donné l'alerte, en expliquant avoir perdu son papa dans l'eau.

Les secours ont tenté de le réanimer, en vain. L'enfant, choquée, a été prise en charge par les pompiers avec sa belle-mère.

Plusieurs centaines de personnes dans l'eau alors que la baignade est interdite

Plusieurs centaines de personnes étaient présentes sur place à se baigner à ce moment-là, alors que la baignade, non surveillée, était interdite ce mercredi. La baignade est seulement autorisée les week-ends en été, dans un périmètre restreint et surveillé. La baignade avait été autorisée et surveillée le week-end dernier, en raison des fortes chaleurs, et doit l'être également le week-end prochain.

La Ville de Tourville-la-Rivière rappelle les dangers potentiels de ce

plan d'eau, créé dans d'anciennes carrières, et appelle à la plus grande prudence. La base de Bédanne est un équipement appartenant à la Métropole Rouen Normandie et géré par le club de voile.

"C'est un accident dramatique, a réagi sur place la maire de Tourville, Agnès Cercel. Mes premiers mots sont pour la petite fille. Ils se baignaient sur la plage, mais qui n'est pas autorisée à la baignade. Il y a de l'affichage partout expliquant que c'est interdit. Il n'y a de la surveillance que l'été. Les gens doivent être conscients, vigilants : quand c'est écrit qu'il ne faut pas y aller, on n'y va pas. C'est une ancienne carrière, il y a des creux de sept mètres. Sans pompiers, il n'y a pas de surveillance. C'est dramatique. Il fait très chaud, je comprends que l'on ait besoin de se rafraîchir, mais la vie ne vaut pas ça."

Des membres du club de voile local indiquent avoir battu le rappel tout l'après-midi quant à l'interdiction de se baigner, sans grand effet.

- [Noyade](#)
- [Secours – Pompiers](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Sable, eaux, activités pour petits et grands : la base de loisirs de Brionne dans l'Eure a comme un air de plage, mais depuis mi-juillet 2025, la baignade y est de nouveau interdite. La faute aux cyanobactéries, ces micro-organismes qui prolifèrent dans de nombreux plans d'eau en France.

Le 18/08/2025 à 16:41

- Une petite fille de trois ans s'est noyée ce samedi après-midi à la base de loisirs de Léry-Poses. Sa famille a signalé sa disparition vers

18h30, et le corps de la fillette a été retrouvé dans l'eau une heure plus tard. Elle n'a pas pu être réanimée.

Le 19/08/2025 à 19:16

- Un homme de 48 ans est mort noyé ce samedi matin au large d'Étretat (Seine-Maritime). Les secours ont tenté de le sauver, mais n'ont pas pu l'approcher à cause des conditions météorologiques.

Le 04/10/2025 à 18:15

- Un homme de 28 ans est tombé par accident dans la Seine ce jeudi matin. Lorsque les pompiers sont arrivés vers 5 heures du matin, il était déjà hors de l'eau. Il a été transporté à l'hôpital.

Le 24/07/2025 à 10:27

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Un homme meurt noyé au lac de Bédanne, une fillette de 11 ans secourue par des badauds

Manon Loubet

1-2 minutes

Mercredi 27 mai 2026, un homme de 38 ans est décédé suite à une baignade dans le lac de Bédanne, à Tourville-la-Rivière, près de Rouen (Seine-Maritime). Une fillette de 11 ans était avec lui au moment des faits. Elle a été secourue.

Il était 18 heures, mercredi 27 mai 2026, quand les sapeurs-pompiers ont été appelés pour la disparition d'un homme suite à une baignade, dans le lac de Bédanne, à Tourville-la-rivière, près de Rouen (Seine-Maritime).

Une fillette de 11 ans était avec lui au moment des faits. *"À l'arrivée des secours, la fille de 11 ans avait été secourue par des badauds sur place. L'homme de 38 ans a été sorti de l'eau par les secours en arrêt cardio-respiratoire"*, indique le Service départemental d'incendie de secours.

Malgré la rapidité de l'intervention, l'homme a été déclaré décédé par le médecin du SMUR sur place.

La fillette a été transportée en urgence relative à l'hôpital. L'intervention a mobilisé 16 Sapeurs-pompiers dont une équipe nautique et un hélicoptère.

Un homme meurt en se baignant avec sa fille au lac de Bédanne à Tourville-la-Rivière

Sylvain Auffret

~2 minutes

Vers 18h, les secours ont été appelés au [lac de Bédanne](#) pour la disparition d'un baigneur. Sa fille âgée de 11 ans était avec lui au moment des faits.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Les tentatives de réanimation échouent

À l'arrivée des secours, elle avait été secourue par des badauds. qui se trouvaient sur place. Son père, âgé de 38 ans, a été sorti de l'eau par les secours. Il était en arrêt cardio-respiratoire, mais ces derniers ne sont pas parvenus à le ranimer.

La fille emmenée à l'hôpital

Il a été déclaré décédé sur place par le médecin du Smur. Sa fille a été transportée en urgence relative à l'hôpital. Une équipe nautique et un hélicoptère, ainsi que 16 sapeurs-pompiers, ont été mobilisés pour l'occasion.

Baignade interdite

La maire de la commune, Agnès Cercel, s'est rendue sur les lieux. *« Je pense à la petite fille », compatit-elle. « Les faits se sont passés sur la plage délimitée, mais actuellement la baignade n'étant pas surveillée, elle est interdite », rappelle l'élue. « Elle a été ouverte ce week-end exceptionnellement parce qu'il faisait chaud, mais elle ne peut pas être ouverte toute l'année. Ce sont les pompiers qui assurent la surveillance », poursuit Agnès Cercel. « Après je comprends, il fait très chaud, on a envie de se rafraîchir mais pas au péril de sa vie. IL y a de l'affichage, mais je le rappelle parce que c'est une interdiction qui n'est pas respectée, c'est dangereux ».*

Bilan des opérations au large de Dieppe : onze migrants secourus près du parc éolien en mer

Paris Normandie

~2 minutes

Plusieurs embarcations de migrants ont été repérées, mardi 26 mai 2026, par le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez, au large des côtes de la Seine-Maritime.

Afin d'assurer la surveillance des embarcations, des moyens nautiques ont été engagés : le canot tous temps *Notre-Dame de Bonsecours* de la station SNSM de Dieppe et le bâtiment d'expérimentation de la guerre des mines (BEGM) *Thétis*.

Vers 7 h 20, un navire de pêche a signalé la présence [d'une embarcation de migrants](#) dans le secteur de Saint-Aubin-sur-Mer (Seine-Maritime). « Le CROSS Gris-Nez a vite engagé la SNSM de Dieppe et le *Thétis*, qui a déployé son embarcation de drome opérationnelle (embarcation semi-rigide, NDLR) », informe [la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord](#) dans un communiqué publié mercredi 27 mai dans la soirée.

Une prise en charge à terre

Dans la matinée, le *Thétis* a informé le CROSS que l'embarcation rencontrait des problèmes de moteur et dérivait à proximité du parc éolien de Dieppe. « Les occupants ont toutefois refusé, dans un premier temps, le secours proposé par les marins. »

Dans l'après-midi, les personnes à bord ont finalement accepté d'être secourues par le *Thétis*. Les marins ont embarqué les onze personnes présentes à bord de l'embarcation avant de les débarquer au port de Dieppe, « où elles ont été prises en charge par les services terrestres ».

Des personnes secourues au large du parc éolien en mer de Dieppe

Augustin Bouquet des Chaux

2-3 minutes

Mardi 26 mai 2026, la SNSM de Dieppe a été mobilisée au large de la cité aux quatre ports pour accompagner une embarcation à risque avec 11 personnes à bord.

Sur le même thème

[Manche \(mer\)](#)

[Migrants](#)

[SNSM](#)



Les sauveteurs bénévoles de la SNSM de Dieppe (Seine-Maritime) ont été mobilisés mardi 26 mai 2026. ©Archives

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 27 mai 2026 à 9h32 ; mis à jour le 28 mai 2026 à 9h26

Mardi 26 mai 2026, les sauveteurs bénévoles de la [SNSM](#) de [Dieppe](#) ([Seine-Maritime](#)) ont été mobilisés au large de la cité aux quatre ports pour porter assistance à une embarcation. Tout commence vers 7 h 20, lorsqu'un bateau de pêche observe une embarcation de migrants dans le secteur de [Saint-Aubin-sur-Mer](#).

Aussitôt, le Cross Gris-Nez, le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage, dépêche le *SNS 080* et le navire militaire *Thétis* qui met à l'eau une embarcation de drome opérationnelle.

Des problèmes de moteur signalés

Dans un communiqué de presse du Cross, le *Thétis* informe le Cross que l'embarcation de migrants a des **problèmes de moteur** et qu'elle dérive à proximité du parc éolien en mer de Dieppe.

Les personnes à son bord refusent l'assistance des marins. Les sauveteurs accompagnent l'embarcation durant trois heures afin de s'assurer qu'aucun de ses occupants n'était en danger.

Une arrivée au port de Dieppe

Les migrants finissent par accepter d'être secourus. Le *Thétis* se charge d'embarquer les 11 personnes du navire de fortune. Ensuite, direction le **port de Dieppe**, où les victimes ont été prises en charge par les services terrestres.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Seine-Maritime. Alerte à la bombe dans une école : une enquête est ouverte par le parquet de Dieppe

Nicolas Durand

1-2 minutes

C'est un événement qui a choqué les habitants du village de Greuville, mardi 26 avril dans la matinée. [Une alerte à la bombe avait été envoyée sur l'adresse mail de la direction de l'école élémentaire de la commune.](#)

Une enquête ouverte

Contacté, le parquet de Dieppe confirme à la rédaction du *Courrier Cauchois* qu'une enquête est ouverte pour apologie du terrorisme au moyen d'un service de communication au public en ligne et menace de destruction dangereuse pour les personnes.

Un individu interpellé, mais hors de cause.

Marion Meunier, procureure de la République de Dieppe, confirme également "*l'interpellation d'une personne susceptible d'être impliquée*". Toutefois, cette dernière a "*rapidement été mise hors de cause à ce stade*". L'enquête se poursuit.

Pour rappel, l'alerte à la bombe a entraîné l'évacuation de la trentaine d'élèves de l'école élémentaire de [Greuville](#). Un important dispositif de gendarmerie s'est également rendu sur place. Les rues voisines de l'école ont été bouclées toute la matinée, jusqu'à la levée de doute.

Au Havre, un groupe local de traitement de la délinquance contre les vols de frets

K. L.

4-5 minutes

Un groupe local de traitement de la délinquance dédié au port du Havre est en passe d'être constitué. Son objectif : prévenir les vols de fret.



3,2 millions de conteneurs ont transité par Le Havre en 2025. -
Illustration Karine Leroy/Paris Normandie



Par K. L.

Publié: 28 Mai 2026 à 08h47 Temps de lecture: 1 min

Un groupe local de traitement de la délinquance dédié au vol de fret sur le port du Havre va être constitué. Cette structure, souhaitée par la procureure de la République du Havre, Soizic Guillaume, renforcera le pilotage et la coordination de la réponse

judiciaire et opérationnelle sur ce secteur.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ce dispositif, qui associe la police nationale et la gendarmerie, la douane et les acteurs portuaires concernés, complète les mesures de sécurisation déployées depuis 2010.

Massifs et croissants

La préfecture de Seine-Maritime rappelle qu'en 2025, 3,2 millions de conteneurs ont transité vers les installations havraises. *« Les chiffres relatifs aux vols font état de près de 90 faits déclarés entre le 1er janvier 2024 et le 30 avril 2026. » « Le phénomène des vols de fret au sein de conteneurs, sans qu'il soit possible d'identifier précisément le lieu de commission des faits, s'inscrit dans un contexte de flux logistiques massifs et croissants », note la préfecture.*

Les services de l'État organisent ainsi la centralisation et le partage des signalements et renseignements entre police, gendarmerie, douane, [Haropa](#) (gestionnaire du port) et les partenaires concernés pour *« apporter une réponse adaptée. »*

Des leviers techniques

Les gestionnaires et l'ensemble des opérateurs privés sont appelés à adresser systématiquement les signalements et renseignements à la [CROSS](#) (Comité interministériel de lutte contre les stupéfiants) portuaire via une adresse électronique dédiée.

Cela permet une centralisation et une diffusion rapide de l'information. Plusieurs leviers techniques susceptibles de réduire les vulnérabilités constatées, comme des dispositifs de géolocalisation des conteneurs, des capteurs embarqués d'ouverture ou de variation de température, des systèmes de reconnaissance optique de caractère d'identification des ensembles routiers, etc. sont déjà à la disposition des opérateurs qui peuvent être accompagnés dans leur mise en place par les policiers et gendarmes.

Lire aussi

[Un homme originaire d'Harfleur interpellé pour des menaces antisémites à Deauville](#)

[Près du Havre, cette ferme novatrice fête ses 40 ans samedi avec](#)

[de nombreuses animations](#)

[« On se sent écrasé ! » Vague de chaleur en Normandie : les écoles suffoquent](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)



[Un homme originaire d'Harfleur interpellé pour des menaces antisémites à Deauville](#)



[Au Havre, un groupe local de traitement de la délinquance contre les vols de frets](#)





[Près du Havre, cette ferme novatrice fête ses 40 ans samedi avec de nombreuses animations](#)



[« On se sent écrasé ! » Vague de chaleur en Normandie : les écoles suffoquent](#)



[Baptêmes, visites de bateaux, animations... à la fête du port de plaisance du Havre](#)





Video

[Spécialiste mondiale, Géraldine Lefebvre propose un Monet décalé au MuMa du Havre](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Un groupe local de traitement de la délinquance contre les vols de frets

K. L.

Un groupe local de traitement de la délinquance dédié au vol de fret sur le port du Havre va être constitué. Cette structure, souhaitée par la procureure de la République du Havre, Soizic Guillaume, renforcera le pilotage et la coordination de la réponse judiciaire et opérationnelle sur ce secteur. Ce dispositif, qui associe la police nationale et la gendarmerie, la douane et les acteurs portuaires concernés, complète les mesures de sécurisation déployées depuis 2010.

Massifs et croissants

La préfecture de Seine-Maritime rappelle qu'en 2025, 3,2 millions de conteneurs ont transité vers les installations havraises. « Les chiffres relatifs aux vols font état de près de 90 faits déclarés entre le 1er janvier 2024 et le 30 avril 2026. » « Le phénomène des vols de fret au sein de conteneurs, sans qu'il soit possible d'identifier précisément le lieu de commission des faits, s'inscrit dans un contexte de flux logistiques massifs et croissants », note la préfecture.

Les services de l'État organisent ainsi la centralisation et le partage des signalements et renseignements entre police, gendarmerie, douane, Haropa (gestionnaire du port) et les partenaires concernés pour « apporter une réponse adaptée. »

Les gestionnaires et l'ensemble des opérateurs privés sont appelés à adresser systématiquement les signalements et renseignements à la CROSS (Comité interministériel de lutte contre les stupéfiants) portuaire via une adresse électronique dédiée, permettant une centralisation et une diffusion rapide de l'information. Plusieurs leviers techniques susceptibles de réduire les vulnérabilités constatées, comme des dispositifs de géolocalisation des conteneurs, des capteurs embarqués d'ouverture ou de variation de température, des systèmes de reconnaissance optique de caractère d'identification des ensembles routiers, etc. sont déjà à la disposition des opérateurs qui peuvent être accompagnés dans leur mise en place par les policiers et gendarmes. ■

Pourquoi une centaine de caravanes se sont-elles installées dans un champ près de l'aéroport de Boos ?

Robin Rioult

5-6 minutes

Une masse de caravanes impressionnante s'est installée sans autorisation ces derniers jours, près de l'aéroport de Boos. Reste que l'absence d'aire de grand passage dans la Métropole de Rouen ralentit toute expulsion. Selon le maire, Bruno Grisel, les gens du voyage resteront une quinzaine de jours au maximum.



Caravanes et camping cars se sont installés en nombre dans un champ juste en face de l'aéroport de Boos. - PND



Par Robin Rioult

Publié: 27 Mai 2026 à 13h45 Temps de lecture: 2 min

Mais en fait, que se passe-t-il juste à côté de l'aéroport de Boos ?
Après l'installation massive de caravanes et de camping-car dans

un champ à proximité immédiate de ce dernier, il n'aura pas fallu longtemps que certains posent la question à Paris Normandie.



Caravanes et camping cars se sont installés en nombre dans un champ juste en face de l'aéroport de Boos. - PND

Le maire de la commune, Bruno Grisel, attendait d'ailleurs notre appel. *« Aujourd'hui (le 26 mai 2026, NDLR), il y a une centaine de caravanes et de camping-car sur place, explique l' élu. Ce sont des gens du voyage, venus pour un rassemblement évangélique. Un chapiteau a été installé au centre du campement, qui devrait rester sur place une quinzaine de jours. »*

L'absence d'aire de grand passage se fait sentir

Techniquement, les occupants actuels du champ n'ont pas l'autorisation de la municipalité pour s'installer. Mais, comme le rappelle Bruno Grisel, la métropole de Rouen [ne dispose toujours pas d'une aire de grand passage](#). Cet équipement, imposé par la Loi, permet aux personnes itinérantes d'installer leurs véhicules dans un endroit adapté. *« Tant qu'elle n'est pas construite, les gens du voyage n'ont nulle part où aller, résume Bruno Grisel. La préfecture ne validera donc pas l'expulsion. On est bloqués. »*





Les gens du voyages ont pris quartier dans un champ à proximité immédiate de l'aéroport. - Photo prise par un particulier depuis un avion

Conscient de ce statu quo un peu particulier, le maire à tout de même demandé aux familles rassemblées de limiter leurs installations à ce site. L'élu veut s'assurer du bon déroulement de la fête foraine de Boos, dans le cadre des fêtes de la Trinité, ce week-end. Les forains, quant à eux installeront caravanes et camping-car sur la place de la Gribotière et sur le parking du centre de loisir.

« C'est un cycle, on n'en sort pas »

De fait, ce n'est pas la première fois que des gens du voyage privilégient les abords de l'aéroport. Spacieux et relativement éloigné des habitations comme de la circulation, l'endroit est avantageux. *« C'est tout de même fatigant, parce que c'est un scénario qui se répète, reconnaît le maire. C'est toujours la même chose, c'est un cycle, on n'en sort pas. »* Sans oublier que, une fois les occupants partis, un possible nettoyage est à la charge de la mairie de Boos. Reste à savoir si le projet [de construire une aire de grand passage à Tourville-la-Rivière avancera](#), malgré l'opposition de la municipalité concernée.

Lire aussi





[Près de Rouen, la première femme pompier de France dédicacera son autobiographie le 5 juin](#)



[« Il était temps qu'un marché voie à nouveau le jour ! » La ville d'Oissel retrouve enfin ses étals](#)





[Fortes chaleurs : pour les seniors vulnérables, la Ville de Rouen déclenche déjà son plan d'alerte](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Boos \(Seine-Maritime\)](#) [Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Accident à Rouen : une cycliste renversée et coincée sous une voiture près d'une école](#)



[Près de Rouen, la première femme pompier de France dédicacera son autobiographie le 5 juin](#)





[« Il était temps qu'un marché voie à nouveau le jour ! » La ville d'Oissel retrouve enfin ses étals](#)



Video

[Violences sexuelles sur enfants à Rouen : des parents « perdus et en colère » à la réunion avec la Mairie](#)



[Fortes chaleurs : pour les seniors vulnérables, la Ville de Rouen déclenche déjà son plan d'alerte](#)



[Un homme meurt en se baignant avec sa fille au lac de Bédanne à Tourville-la-Rivière](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Près de Pavilly. Des cartouches de protoxyde d'azote retrouvées dans un abribus, le maire cherche une solution pour les recycler

Julie Hervieux

~2 minutes

Deux cartouches de protoxyde d'azote ont été retrouvées dans un abribus de Mesnil-Panneville, dimanche 3 mai. Signalées, les cartouches ont été récupérées par [le maire Alain Lopez](#) qui cherche depuis, comment les recycler. Les deux cartouches vides ont été retrouvées au sol. "C'était en vrac, explique le maire. J'ai tout ramassé pour ne pas laisser ça traîner. J'ai ensuite contacté la gendarmerie de Pavilly, qui est plus proche de chez nous, mais on m'a demandé de voir cela avec une déchetterie."



Les cartouches ont été consommées dans l'abribus du village

Beaucoup de problèmes d'explosion en France

Sur place, la déchetterie l'a renvoyé vers la police municipale d'Yvetot. "La police municipale ne pouvait rien pour moi non plus et m'a redirigé vers une entreprise spécialisée qui me demande 110 euros pour les récupérer, c'est hors de prix, poursuit Alain Lopez. Aujourd'hui, elles sont dans mon coffre." La communauté de communes Yvetot Normandie a précisé que ces cartouches ne peuvent être récupérées en déchetterie car "il y a un souci de recyclage derrière. Il y a beaucoup de problèmes d'explosion en

France. La comcom gère les déchets ménagers mais ne prend pas en charge cela. La seule solution est l'entreprise privée".

Rouen. "Sous le choc", les parents attendent des explications après les soupçons d'agressions sexuelles dans le péricolaire

Pierre Durand-Gratian

2-3 minutes

Les visages sont fermés. Peu nombreux sont les parents qui souhaitent s'exprimer, mardi 26 mai, lorsqu'ils viennent chercher leur enfant à la crèche Pierre de Lune, établissement municipal de Rouen qui accueille environ 130 enfants.

Le vendredi 22, ils ont appris par la presse que deux agents de la crèche ont été suspendus après des plaintes qui ont été déposées pour des soupçons de violences sexuelles. Un autre agent du péricolaire est suspendu à l'école maternelle du Hameau des Brouettes pour les mêmes faits. Une enquête a été ouverte par le parquet. *"Des mamans ont signalé des inquiétudes à la mi-mai et elles ont décidé de porter plainte"*, indique Elizabeth Labaye, adjointe aux écoles et à l'enfance à la Ville de Rouen. Un signalement a été fait par la municipalité au procureur.

"On beaucoup de questions"

"On a passé un très mauvais week-end", disent des parents. "On est sous le choc", dit un papa. "Il faut respecter la présomption d'innocence", lance une maman. Tous attendent en tout cas avec impatience la réunion d'information qui est organisée à l'hôtel de ville, ce mercredi 27 mai.

"On a beaucoup de questions sur les process, de savoir si ces problématiques ont déjà été soulevées... Ça pose aussi la question des moyens pour la petite enfance, indique Myriam Tendil, une autre maman, [à l'origine d'une pétition sur le sujet](#). Je suis forcément en colère que de telles atrocités puissent arriver à de tout petits enfants."

Elizabeth Labaye insiste : *"Nous avons tout de suite écarté le*

danger", avec la suspension des agents concernés, reconnaissant au passage un raté au niveau du timing pour la communication envers les parents.

Des audits mis en place

L'élue annonce que des audits vont être mis en place, d'abord à l'école maternelle du Hameau des Brouettes où un autre agent a été suspendu pour le même type de soupçons, puis au sein de la crèche. *"On va regarder les locaux, les horaires des agents, quels sont les moments qui pourraient être sensibles pour faire évoluer les protocoles"*, précise-t-elle. Par ailleurs, la formation des agents pourrait être renforcée pour qu'ils *"soient bien au fait des repérages"* de situation.

"Comment va se passer la suite ?" à Rouen, des parents dans l'attente de réponse après les plaintes contre trois agents

6-7 minutes

Après un week-end de trois jours, les parents ont redéposé leurs enfants à la crèche Pierre de Lune à Rouen. © Radio France - Manon Lombart-Brunel

Diffusé le mercredi 27 mai 2026 à 7:31

Publié le mercredi 27 mai 2026 à 7:31 Mis à jour le mercredi 27 mai 2026 à 10:32

Alors qu'ils sont conviés à une réunion d'information, ce mercredi à l'hôtel de ville, les parents d'enfants de la crèche Pierre de Lune à Rouen attendent des réponses après les plaintes contre trois agents de la ville. Une enquête pour agression sexuelle sur mineurs a été ouverte.

Devant les portes de la crèche, le week-end a été long pour Maëva. **Beaucoup de questions** pour cette maman d'un petit garçon de 3 ans pour tenter de détecter le moindre petit avertissement, après l'ouverture d'une enquête pour agression sexuelle sur mineurs. Ce vendredi 22 mai 2026, la mairie de Rouen a annoncé [le dépôt de quatre plaintes visant trois animateurs](#) intervenant au sein de la crèche Pierre de Lune et de l'école Hameau des Brouettes à Rouen.

Toutes ces plaintes ne concernent pas des faits à caractère sexuel, mais les trois agents, deux hommes et une femme, ont été **suspendus de leur fonction à titre préventif**. "Au début, on a été choqué, raconte Maëva qui a malgré tout décidé de venir déposer son fils à la crèche. On se pose mille questions, après on relativise. J'ai repassé en revue toutes les personnes qui ont entouré mes enfants et pour le coup, j'ai l'impression d'avoir vraiment confiance dans les dames qui s'en occupent."

Réunion organisée par la mairie

Pour beaucoup de parents, une date est cochée sur le calendrier : ce mercredi 27 mai, la mairie organise une réunion d'informations pour tenter de répondre aux inquiétudes des parents. *"Moi j'avoue, je mélange pas tout, nuance toutefois Mathilde, qui vient tout juste de déposer sa fille. J'ai confiance en les personnes qui gardent ma fille. Je leur ai d'ailleurs donné mon soutien. Je suis plutôt sereine. Elles sont affectées aussi et il ne faut pas tout mélanger. Des œufs pourris, il y en a partout."*

Mathilde se dit notamment rassurée depuis qu'elle a été informée que son enfant ne faisait pas partie de la section encadrée par les agents mis en cause. C'est aussi le cas de Myriam. Elle aussi a fait le choix de déposer son petit garçon, mais il y a quand même au-dessus de sa tête pas mal d'interrogations. *"Je ne vous cache pas qu'on est quand même inquiets, raconte cette maman. On veut surtout savoir comment va se passer la suite et les mesures qui vont être mises en place pour éviter que ce genre de choses puisse se reproduire, quelles mesures vont être mises en place et pas juste nous dire que la personne a été exclue et rideau."*

Comme d'autres parents, cette maman dénonce notamment le manque de moyens mis à disposition de la petite enfance. La crèche Pierre de Lune est la plus grande de Rouen. **Elle accueille 130 enfants et 40 salariés.**

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [ICI](#)
- [Crèche\(enfants\)](#)
- [Petite enfance](#)
- [École](#)
- [Agression sexuelle](#)
- [Enquêtes – Investigation](#)

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies

par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

Depuis le début de cette vague de chaleur, ces derniers jours, les urgences du CHU de Rouen enregistrent une hausse de 20% des admissions pour des malaises ou des coups de chaud.

Le 28/05/2026

Cette fois, il y a des candidats pour les élections municipales à Fatouville-Grestain ce week-end

Le 28/05/2026

Ce sont des températures inhabituelles et inquiétantes pour un mois de mai depuis quelques jours en Normandie, plus de 30 degrés. Pour ceux qui ne travaillent pas dans un bureau ou dans un espace climatisé, ces fortes chaleurs demandent un peu d'adaptation.

Le 27/05/2026

ICI Normandie a recueilli le témoignage des proches d'Aline, cette cycliste de 36 ans, percutée et tuée par un automobiliste le 10 mai 2026, sur la D6014 à la Neuville-Chant-d'Oisel. L'automobiliste était en train de doubler des voitures. Ses proches veulent lui rendre hommage et comprendre.

Le 26/05/2026

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Quel programme cette année pour Rouen Givrée ? L'adjoint au maire de Rouen en charge du commerce et des manifestations publiques, Sileymane Sow, est l'invité de ICI Normandie pour le lancement des festivités de Noël.

Le 21/11/2025

- Selon les syndicats, ils étaient 10.000 à manifester dans les rues de Rouen ce jeudi 18 septembre, à l'appel de l'intersyndicale, contre les mesures d'austérité présentées par François Bayrou mi-juillet. Selon la police, ils étaient 6.200 dans le cortège.

Le 19/09/2025

- Aurélie Sucré dirige le Hyatt Place Rouen, un hôtel 4 étoiles installé dans l'ancienne école normale d'institutrices de la ville. Situé sur les hauteurs, à deux pas de la gare, cet établissement rénové offre une vue imprenable sur Rouen depuis ses chambres, son spa et ses salles de séminaire.

Le 06/01/2026

- Le sénateur centriste de l'Eure, Hervé Maurey, porte une proposition de loi qui est débattue ce mercredi après-midi au Sénat. Elle vise à renforcer les contrôles lors du recrutement du personnel qui travaille avec des mineurs dans ce contexte d'agressions sexuelles dans le périscolaire.

Le 27/05/2026

Violences sexuelles à la crèche de Rouen : "Quand on tire sur la corde, ça finit par craquer", 3 questions à u

Robin Dussenne

4-5 minutes

Alors que plusieurs plaintes ont été déposées contre des agents de la Ville de Rouen pour agressions sexuelles sur mineurs à la crèche Pierre de Lune, nous nous sommes entretenus avec Cyrille Godfroy, co-secrétaire général du Syndicat national des professionnels de la petite enfance pour essayer de comprendre comment éviter ces dérives.

L'inquiétude grandit. L'attente est interminable chez les parents dont les enfants sont inscrits à la crèche Pierre de Lune de Rouen. Depuis vendredi 22 mai, ils ont appris que [plusieurs plaintes pour agressions sexuelles sur mineurs avaient été déposées](#) contre des agents municipaux travaillant dans l'établissement.

Pour tenter de comprendre et d'expliquer comment de tels actes ont-ils pu survenir au sein de cette crèche municipale, nous avons posé trois questions à Cyrille Godfroy, co-secrétaire général du SNPPE (Syndicat national des professionnels de la petite enfance).

Comment expliquer que les agresseurs présumés aient pu agir en toute impunité ?

Cyrille Godfroy : La première explication est la pénurie d'effectifs. [D'après une étude de la CAF parue en 2025](#), il manquerait 13 000 équivalents temps plein dans les crèches, qu'elles soient publiques ou privées, tous métiers confondus. Les auxiliaires de puériculture et les éducateurs jeunes enfants, seuls professionnels habilités à se retrouver en tête-à-tête avec les bébés, sont particulièrement en tension.

Nos métiers de la petite enfance ne sont ni valorisés socialement, ni d'un point de vue salarial. Les conditions de travail se détériorent et nous souffrons d'usure physique et psychologique, qui conduit à

des arrêts maladie. Résultat, les crèches sont régulièrement contraintes de refuser des enfants, de réduire les plages horaires ou bien d'ouvrir leurs portes, alors qu'elles ne respectent pas le taux d'encadrement légal d'un adulte pour cinq bébés ou d'un adulte pour huit enfants qui marchent. En clair, qu'il n'y a pas assez de salariés diplômés !

Cela n'excuse évidemment pas les drames commis sur ces jeunes enfants, mais nos conditions de travail sont difficiles.

Les professionnels de la petite enfance sont-ils suffisamment formés pour détecter les violences sexuelles commises sur les 0 à 3 ans ?

Non, il y a un manque cruel de formation autour de la protection de l'enfance dans nos crèches et maisons d'assistantes maternelles. Nous ne pouvons pas travailler dans la suspicion permanente des collègues, mais il faut être en mesure de repérer les changements brutaux de comportement des enfants, qui doivent être des signaux d'alerte.

Plus généralement en France, on apporte peu de crédit à la parole des enfants. On va toujours se poser la question de la part de vrai et de faux dans leurs propos et il faut que cela cesse. Les enfants ne sont pas dans une logique de mentir. En revanche, c'est vrai que parfois, ils ne parviennent pas à mettre les mots sur ce qu'ils ont subi.

L'employeur est-il responsable des agissements de ses salariés ?

L'employeur est le garant des bonnes conditions de travail de ses employés. Quand on tire trop sur la corde, ça finit par lâcher et les accidents surviennent. Je ne suis pas surpris qu'il puisse y avoir des drames dans des établissements connus pour être sous tension. En 2022 déjà, des collègues de Rouen se sont mobilisés pour dénoncer leurs conditions de travail et l'accueil des enfants, qui se dégrade.

La crèche Pierre de Lune de Rouen est un très grand établissement (130 enfants et 40 personnels) et les bâtiments peuvent avoir un impact non négligeable sur l'organisation du service. Les lieux d'accueil de jeunes enfants sont dépendants des locaux. Peut-être que la crèche Pierre de Lune n'est plus adaptée à l'accueil de jeunes enfants en 2026. La Ville de Rouen doit se poser la question.

Violences sexuelles sur enfants à Rouen : des parents « perdus et en colère » à la réunion avec la Mairie

Robin Rioult

5-6 minutes

Très inquiets et parfois en colère, les parents d'élèves de l'école Hameau-des-Brouettes et de la crèche Pierre-de-Lune ont échangé, le 27 mai 2026, avec la Ville de Rouen, après les soupçons d'agressions sexuelles visant trois agents municipaux.



Par Robin Rioult

Publié: 28 Mai 2026 à 06h35 Temps de lecture: 1 min

C'est une réunion que les familles de l'école Hameau-des-Brouettes et de la crèche Pierre-de-Lune attendaient avec impatience.

Mercredi 27 mai 2026, pendant près de trois heures, les représentants de la Ville ont rencontré les parents dans une Salle des mariages pleine, afin d'évoquer les soupçons d'abus sexuels impliquant trois agents de la commune.

Chacun craint le pire pour son enfant

Que ressort-il de cette réunion ? Avant tout, la véritable fissure que ces soupçons provoquent dans le quotidien des familles. Beaucoup de parents doutent, ressassent, observent avec [une attention particulière le comportement de leurs enfants](#). « Je suis perdue et je suis en colère aujourd'hui, lâche une maman qui ne sait que croire. Vous n'imaginez pas ce que ça fait ! Ma fille a passé un an, avec ces gens là. C'est ma fille, c'est mon enfant, c'est très délicat. J'ai du mal à mettre des mots. »

Peu après, un père, encore sous le choc, admet avoir du mal à réaliser. *« Le soir où je l'ai appris, j'ai eu un blanc. Honnêtement, je suis juste stupéfait. »* Il profite d'une pause pour aller prendre l'air, chaleur ou pas, et pousse un soupir douloureux en descendant vers le rez-de-chaussée.

Comme lui, plusieurs parents sont sortis brièvement pour décompresser, avant de revenir assister à la réunion. En cette fin de journée, certains n'ont pas eu d'autre choix que de venir avec leur enfant en bas âge. Ici, une maman sort de la salle avec une poussette pour confier son enfant à son grand-père. Là, un père distrait son fils en le faisant marcher et descendre les marches de la mairie.

« On n'est pas venus pour entendre ça ! »

Chaque famille croisée dans les couloirs attendait plus de cette réunion, tenue entre 18h30 et 21h15, à l'écart de la presse. On pouvait sentir une certaine frustration, beaucoup de parents ayant l'impression de monter dans un bateau sans personne derrière le gouvernail.

Un père, sorti en avance, est particulièrement remonté. *« Ils nous disent qu'il faut attendre la décision du tribunal pour vraiment faire quoi que ce soit, on n'est pas venus pour entendre ça ! Rien n'est prévu. Je me demande pourquoi les autres restent assis, on n'apprendra rien de nouveau. »*

Une maman avoue avoir été choquée par l'absence de cellule psychologique dédiée aux familles. *« Le maire nous a dit qu'une psy allait arriver à la crèche demain, mais j'ai vraiment l'impression que c'est parce qu'on l'a demandé. »* Comme beaucoup, elle peine à accepter [les premières heures de la communication municipale](#), ayant appris l'affaire par les médias.

Depuis le début de la crise, elle n'a pas remis son enfant à la crèche. *« J'attendais cette réunion pour me décider. »* Le fera-t-elle ? *« Honnêtement, je ne sais pas. »*

Lire aussi





[Près de Rouen, la première femme pompier de France dédicacera son autobiographie le 5 juin](#)



[« Il était temps qu'un marché voie à nouveau le jour ! » La ville d'Oissel retrouve enfin ses étals](#)



[Fortes chaleurs : pour les seniors vulnérables, la Ville de Rouen déclenche déjà son plan d'alerte](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Accident à Rouen : une cycliste renversée et coincée sous une voiture près d'une école](#)



[Près de Rouen, la première femme pompier de France dédicacera son autobiographie le 5 juin](#)





[« Il était temps qu'un marché voie à nouveau le jour ! » La ville d'Oissel retrouve enfin ses étals](#)



Video

[Violences sexuelles sur enfants à Rouen : des parents « perdus et en colère » à la réunion avec la Mairie](#)



[Fortes chaleurs : pour les seniors vulnérables, la Ville de Rouen déclenche déjà son plan d'alerte](#)





[Un homme meurt en se baignant avec sa fille au lac de Bédanne à Tourville-la-Rivière](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Seine-Maritime. Des bureaux et agences de La Poste menacés ?

Ghislain Annetta

3-4 minutes

"Douze bureaux ou agences communales postales seraient menacés de fermeture en Seine-Maritime." C'est la crainte exprimée par trois parlementaires communistes, les députés Jean-Paul Lecoq et Edouard Bénard ainsi que la sénatrice bolbécaise [Céline Brulin](#). Ces élus évoquent une alerte syndicale dénonçant *"un vaste plan de restructuration susceptible d'être mis en œuvre d'ici la fin de l'année"*. Plusieurs sites concernés se trouvent en pays de Caux.

- **A lire aussi.** [Normandie. Amazon va créer 1 000 emplois en CDI à quelques kilomètres de la Seine-Maritime](#)

"Le réseau des bureaux et des agences s'est déjà fortement réduit ces vingt dernières années"

Si le cas de Bacqueville-en-Caux a déjà été abordé lors de la dernière réunion du conseil municipal de cette commune, les signataires citent également *"Motteville", "Nointot", "La Mailleraye-sur-Seine" et "Le Trait"*. Ils regrettent au passage : *"Si ces projets de fermeture et/ou transformation des bureaux de Poste et agences postales ont bien été communiqués aux représentants du personnel lors d'une réunion du Comité social d'entreprise (CSE), ils n'ont jamais été présentés en Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT)"*. La CDPPT, instance de dialogue entre les élus et La Poste, est chargée d'émettre un avis sur le projet de maillage des points de contact dans le département. *"Bien que cet avis n'ait pas de caractère juridique contraignant, il doit néanmoins être sollicité"*, rappellent-ils.

"Baisse de fréquentation de 53%"

Les parlementaires communistes constatent avec amertume : *"Le réseau des bureaux et des agences s'est déjà fortement réduit ces*

vingt dernières années au profit des points de contact implantés dans des commerces de proximité." Ils reprochent à l'entreprise, détenue par des fonds publics, "le démantèlement de son réseau en Seine-Maritime". S'ils reconnaissent "la baisse du trafic courrier", Jean-Paul Lecoq, Edouard Bénard et Céline Brulin estiment que "le service public postal est indispensable pour de nombreuses opérations du quotidien".

Nous avons sollicité La Poste. Cette dernière répond qu'elle "est confrontée à une baisse de fréquentation de 53% en Seine-Maritime depuis 2019". La direction régionale poursuit : "L'entreprise fait par conséquent évoluer continuellement sa présence dans les territoires comme sur le département de la Seine-Maritime afin de répondre aux évolutions des modes de consommation et à la fréquentation de ses bureaux." Les responsables concluent : "Le dialogue est donc continu avec tous les élus du département pour améliorer l'accueil des clients dans les bureaux de Poste à forte fréquentation et maintenir un service de proximité sur tout le territoire. Le nombre de points de contact étant déterminé par la loi, il restera identique sur le département de la Seine-Maritime."

Saint-Valery-en-Caux. Passeurs de migrants : une peine ferme pour l'un des deux Britanniques

Nicolas Durand

6-7 minutes

S'agissait-il d'aider un ami ou de profiter de la situation dramatique d'hommes et de femmes pour faire de l'argent ? [Les deux Britanniques, soupçonnés d'avoir tenté de faire passer des migrants vers l'Angleterre depuis Saint-Valery-en-Caux, sont jugés ce mercredi 27 mai](#). L'un vêtu d'un tee-shirt noir, l'autre d'une veste sans manches, s'installent, visages fermés, dans le box des prévenus. Depuis le renvoi de l'affaire lors de l'audience du 13 avril, ils sont incarcérés en France.

Il est reproché aux deux hommes, entre le 8 et le 9 avril, d'avoir aidé ou facilité la circulation de plusieurs étrangers en situation irrégulière sur le territoire. Une circonstance aggravante est également retenue contre les deux navigateurs : l'exposition à un risque de mort.

Suivis par la police aux frontières

Ce sont les autorités britanniques qui informent, le 8 avril, la police aux frontières qu'une embarcation suspecte, déjà aperçue sur les côtes fécampoises, se dirige vers Saint-Valery-en-Caux. À son bord, John F., considéré comme le skipper, et Andrew W., considéré comme accompagnateur. L'embarcation est rapidement repérée sur le port de Saint-Valery-en-Caux. Il s'agit d'un voilier de huit mètres.

Elle est surveillée avec toute l'attention des forces de l'ordre. Ce n'est que vers 1 h 40 que deux femmes et un homme en provenance du centre-ville sont aperçus en train de monter à bord. Dix minutes plus tard, un couple avec un enfant embarque également.

"Les Anglais nous ont dit de descendre deux par deux et pas à quatre"

Dans leur audition lors de l'enquête, les hommes et les femmes qui devaient être transportés indiquaient : *"Les Anglais nous ont dit de descendre deux par deux et pas à quatre pour ne pas être remarqués"*, relate Simon Caubet, président du tribunal. *"Je sais bien qu'ils étaient nos passeurs"*, ajoute-t-il.

D'après l'instruction, les migrants ont été conduits à Saint-Valery-en-Caux dans le but de rejoindre l'Angleterre contre la somme de 1 200 livres. Les investigations téléphoniques renforcent cette piste, avec notamment l'usage de cartes prépayées et plusieurs appels passés depuis les téléphones des deux hommes, ainsi que l'exploitation d'images de vidéosurveillance.

Dans le box des prévenus, John F. reconnaît partiellement les faits, indiquant que les personnes d'origine kurde irakienne présentes dans l'embarcation lors du contrôle étaient susceptibles de partir avec lui. Six autres migrants, qui erraient en centre-ville tard dans la nuit, n'auraient rien à voir avec lui. Et quand bien même il s'agirait de ces migrants embarqués, pour quelle raison John F. avait-il prévu de les prendre à bord ?

D'après sa version, c'est un vieil ami à lui, résidant en Grande-Bretagne, qui lui a demandé de venir en aide à sa famille. *"J'ai fait quelque chose de stupide pour aider un ami"*, lance-t-il d'un accent très prononcé au tribunal. *"Andrew n'a rien à voir avec cela"*, poursuit-il. *"Je suis désolé pour ma famille, mon épouse, mes deux enfants, le deuxième, âgé de seulement quatre semaines. Je ne l'ai pas vu depuis sa naissance."*

"La Manche charrie des dizaines de cadavres tous les ans."

Des allégations qui ne convainquent pas le substitut du procureur de la République. Outre l'étude de la téléphonie et les images de vidéosurveillance, il dénonce les contradictions dans les déclarations des deux hommes entre les auditions et leurs propos à l'audience. D'autant que, pour lui, les faits sont établis des deux côtés. *"La Manche charrie des dizaines de cadavres tous les ans"*, n'a pas manqué de rappeler Pierre Gérard, substitut du procureur de la République. À l'encontre des deux hommes, pères de famille pourtant bien intégrés dans la société britannique, il requiert une peine de quatre ans d'emprisonnement ferme pour John F., déjà

bien connu de la justice britannique, et une peine de deux ans d'emprisonnement, dont une année avec sursis pour Andrew W.

Me Stéphanie Beaurepaire, avocate d'Andrew W., plaide la relaxe : "*Vous n'avez pas trouvé les éléments pour qualifier l'infraction. Pas d'élément matériel ou intentionnel*", détaille-t-elle. "*Il a toujours dit qu'il n'était au courant de rien, il a toujours été constant dans ses déclarations.*"

"Ils sont restés à quai."

Du côté de la défense de John F., on plaide également la relaxe : "*L'aide à la circulation ne peut être retenue. Même la tentative ne peut être retenue. Oui, il a fait venir des personnes à bord avec l'intention et la volonté très forte de les faire voyager jusqu'à l'Angleterre. S'ils étaient partis, on aurait pu parler de début d'exécution, mais ils sont restés à quai.*" Pour Me Sigrid Kreuzer, malgré une moralité plus que discutable, son client ne peut être inculpé.

Les deux hommes reconnus coupables par le tribunal

À l'issue des débats, les deux hommes ont été reconnus coupables des faits qui leur étaient reprochés. En répression, John F., considéré comme le skipper de cette traversée, est condamné à 2,5 ans de prison ferme. Les yeux remplis de détresse face à son interprète, il attend une justification. "*Tous les éléments de preuve sont réunis pour établir que cette nuit-là, sont montés dans votre voilier, des migrants*", a justifié le tribunal, qui s'est également appuyé sur les antécédents de l'individu. Toutefois, sa peine pourra être réduite s'il accepte de retourner dans son pays.

Quant à Andrew W., lui aussi est reconnu coupable, mais son implication a semblé moins importante aux juges. En effet, il n'est condamné qu'à une peine de quinze mois de sursis. Soulagé, les larmes aux yeux, il n'a pas manqué d'avoir un geste amical envers son compatriote, qui restera en France encore quelques semaines.

A titre de peine complémentaire, les deux hommes sont également interdits, à titre définitif, du territoire français. Tout comme le ministère public, ils ont dix jours pour faire appel de la décision du tribunal.

Vague de chaleur : +20% d'admission aux urgences du CHU de Rouen pour des coups de chaud ou des malaises

5-6 minutes

Entrée des urgences adultes du CHU de Rouen © Radio France - Christine Wurtz

Diffusé le jeudi 28 mai 2026 à 7:31

Publié le jeudi 28 mai 2026 à 7:31

Depuis le début de cette vague de chaleur, ces derniers jours, les urgences du CHU de Rouen enregistrent une hausse de 20% des admissions pour des malaises ou des coups de chaud.

Ce mercredi 27 mai 2026, la température à l'ombre et sous abri approche les 35 degrés à Rouen. Des températures **inhabituellen** à cette période de l'année, qui **surprennent** des corps qui n'ont pas le temps de s'adapter à la chaleur. C'est près de 17 degrés de plus que les normales de saison. À tel point qu'on en **voit clairement les conséquences aux urgences du CHU de Rouen** : ces derniers jours, +20% d'admission pour des malaises, ou des coups de chaud, souvent liés à une insolation ou à de la déshydratation.

*"On voit beaucoup de patients avec des malaises, des douleurs thoraciques, ou avec des conséquences de déshydratation que sont des maux de tête, des nausées, des crampes et des courbatures", confirme la Dr. Mélanie Roussel, cheffe du service des urgences du CHU de Rouen. Avec une grande diversité de profils : "Il y a des **personnes fragiles**, les plus âgées, ceux qui ont d'autres pathologies et qui ont un fort risque de décompensation, mais il y a aussi des jeunes, souvent ceux qui **travaillent en extérieur**, avec un risque de malaise, mais aussi ceux qui ne sont pas très raisonnables et qui continuent à avoir une **activité sportive**. C'est vraiment à éviter, même pour les plus aguerris avec un entraînement quasi quotidien. L'organisme souffre, des mécanismes de défense se mettent en place, un cercle vicieux débute, qui peut avoir des **conséquences organiques** graves. J'insiste, il faut absolument limiter son activité*

*physique, même si c'est **frustrant**."*

Avec les beaux jours et le fait que cette vague de chaleur ait débuté lors d'un week-end prolongé, la diversité des profils est encore plus prégnante : *"Il y a ceux qui sont restés trop longtemps au soleil après le barbecue, et la traumatologie, liée aux accidents de jardinage ou de trottinette"*, précise la cheffe du service, qui insiste : **"Ces températures ne sont pas anodines."**

Elle précise les signes à repérer : *"la sensation de faiblesse, les maux de tête, l'envie de vomir, les nausées, les crampes, les courbatures"*. Elle insiste sur le fait de s'hydrater : *"boire même sans sensation de soif, se forcer à boire, deux voire trois litres d'eau par jour."*

- [Rouen](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Canicule](#)
- [soleil](#)
- [Chaleur](#)
- [Santé publique](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Écoutez d'autres épisodes de l'émission

[Passer la section](#)

Cette fois, il y a des candidats pour les élections municipales à Fatouville-Grestain ce week-end

Le 28/05/2026

Alors qu'ils sont conviés à une réunion d'information, ce mercredi à l'hôtel de ville, les parents d'enfants de la crèche Pierre de Lune à Rouen attendent des réponses après les plaintes contre trois agents de la ville. Une enquête pour agression sexuelle sur mineurs

a été ouverte.

Le 27/05/2026

Ce sont des températures inhabituelles et inquiétantes pour un mois de mai depuis quelques jours en Normandie, plus de 30 degrés. Pour ceux qui ne travaillent pas dans un bureau ou dans un espace climatisé, ces fortes chaleurs demandent un peu d'adaptation.

Le 27/05/2026

ICI Normandie a recueilli le témoignage des proches d'Aline, cette cycliste de 36 ans, percutée et tuée par un automobiliste le 10 mai 2026, sur la D6014 à la Neuville-Chant-d'Oisel. L'automobiliste était en train de doubler des voitures. Ses proches veulent lui rendre hommage et comprendre.

Le 26/05/2026

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Les urgences du CHU de Rouen sont en tension depuis fin novembre et encore plus en ce début 2026. Entre les épidémies hivernales comme la grippe, les intempéries mais aussi la grève des médecins libéraux, les urgences espèrent que cette tension baissera d'ici une dizaine de jours.

Le 14/01/2026

- Un nouveau système est testé depuis six mois dans un Ehpad de Maromme, "Le village des Aubépins" : la téléexpertise bucco-dentaire, en partenariat avec le CHU de Rouen. Cela permet d'inspecter les dents des résidents depuis l'Ehpad. Explications.

Le 22/09/2025

- Le CHU de Rouen avec l'institut Alain Cribier et l'Alliance du Coeur organisent ce jeudi 16 avril 2026 une opération de sensibilisation, de prévention et de dépistages gratuits devant la cathédrale de Rouen sur les "souffles au cœur".

Le 16/04/2026

- L'hôpital Saint-Julien du Petit-Quevilly qui fait partie du CHU de Rouen possède désormais un nouveau bâtiment d'addictologie. Il accueille les patients depuis mars 2026.

Le 05/05/2026

Fortes chaleurs : pour les seniors vulnérables, la Ville de Rouen déclenche déjà son plan d'alerte

Violaine Gargala

5-6 minutes

Face à la vigilance jaune canicule, la Ville de Rouen a actionné le Plan d'alerte solidarité seniors. Ainsi, toutes les personnes isolées de plus de 65 ans et inscrites sur la liste de veille sont suivies.



À la Maison des aînés, les agents se sont mobilisés pour contacter les personnes vulnérables inscrites dans le cadre du plan d'alerte. - Paris Normandie



Par [Violaine Gargala](#)

Publié: 28 Mai 2026 à 08h01 Temps de lecture: 2 min

Parce que les personnes âgées sont vulnérables face aux [fortes chaleurs](#), la Ville de Rouen a déclenché par anticipation son Plan d'alerte solidarités seniors (Pass) dès lundi 25 mai 2026 au matin.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Résultat, les 270 personnes de plus de 65 ans, isolées, et inscrites

sur la liste de veille ont été contactées par des agents de la Maison des aînés. Les 87 plus vulnérables ont été appelées et les autres ont reçu un SMS. *« Tout allait bien. Elles avaient suivi les consignes de précaution »*, relève Sarah Lamoureux, responsable du service [des aînés](#) par intérim. Elles seront recontactées jeudi ou l'ont été avant si elles en avaient manifesté le souhait.

À domicile

« Il y a juste un monsieur que nous n'arrivions pas à joindre mais nous avons finalement eu de ses nouvelles par le service de portage de repas. » Dans le cas contraire, le service des aînés aurait pu se déplacer au domicile de la personne âgée. Car en cas de nécessité les agents peuvent appeler les secours. Ils peuvent aussi proposer la mise en place de services adaptés.

Là, les agents ont rappelé [les recommandations](#) à suivre en cas de fortes chaleurs. Comme *« de ne pas sortir, de fermer leurs volets, d'avoir de l'eau à disposition... On donne des conseils pour rafraîchir leur domicile, où l'on peut se rendre si besoin »*. La liste des lieux de fraîcheur leur est aussi communiquée : les personnes qui ont trop chaud chez elles peuvent ainsi se rendre dans les résidences autonomie de la Ville. Des conseils, une écoute, qui sont précieux pour les personnes isolées.

Le reste de l'année

Le Pass, créé sous la précédente mandature dans la continuité du plan canicule qui a vu le jour en 2004, est habituellement actionné en cas d'alerte canicule, entre le 1er juin et le 15 septembre, mais aussi lors d'épisodes de grand froid ou autre événement particulier (il l'a été pendant le Covid-19). En plus, tout au long de l'année le service des aînés accompagne les personnes inscrites. Lors de leur inscription, des informations concernant leur logement, leur entourage, leur état de santé sont renseignées, permettant un suivi au plus près.

Au-delà de la solidarité assurée par le service municipal, Élisabeth Alazard Schneider, conseillère municipale déléguée en charge des Personnes âgées, invite chaque habitant *« à veiller sur ceux qui nous entourent »*. Pour une simple vigilance citoyenne.

Il est possible de s'inscrire à tout moment sur la liste de veille au Pass :

www.rouen.fr/fr/plan-canicule Maison des aînés, tél. 02 32 08 60 80

Lire aussi





[Près de Rouen, la première femme pompier de France dédicacera son autobiographie le 5 juin](#)



[« Il était temps qu'un marché voie à nouveau le jour ! » La ville d'Oissel retrouve enfin ses étals](#)





[Un homme meurt en se baignant avec sa fille au lac de Bédanne à Tourville-la-Rivière](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Accident à Rouen : une cycliste renversée et coincée sous une voiture près d'une école](#)



[Près de Rouen, la première femme pompier de France dédicacera son autobiographie le 5 juin](#)





[« Il était temps qu'un marché voie à nouveau le jour ! » La ville d'Oissel retrouve enfin ses étals](#)



Video

[Violences sexuelles sur enfants à Rouen : des parents « perdus et en colère » à la réunion avec la Mairie](#)



[Fortes chaleurs : pour les seniors vulnérables, la Ville de Rouen déclenche déjà son plan d'alerte](#)



[Un homme meurt en se baignant avec sa fille au lac de Bédanne à Tourville-la-Rivière](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

En Seine-Maritime, cette commune active son plan canicule : les personnes fragiles recensées

Paris Normandie

1-2 minutes

Alerte canicule ! En raison des fortes chaleurs qui sévissent sur notre territoire, la [Ville du Tréport](#) active, par le biais du centre communal d'action sociale, un plan de recensement des personnes vulnérables. « *La mise en place des services de secours est ainsi facilitée en cas de déclenchement du plan d'alerte et d'urgence* », indique la mairie.

Les personnes ciblées sont : les adultes en situation de handicap ; celles âgées de plus de 65 ans ; celles qui vivent seules ou isolées familialement ; celles qui présentent des difficultés à se déplacer à l'intérieur ou à l'extérieur ; celles qui relèvent de l'intervention d'un service de soins à domicile ; celles qui résident dans un logement inadapté.

« N'hésitez pas à vous inscrire »

Elles sont invitées à se signaler auprès du CCAS, en mairie du Tréport, au 02 35 50 55 22. « *Si vous êtes concerné ou si l'un de vos proches, domicilié au Tréport, est concerné, n'hésitez pas à vous inscrire ou à encourager la personne vulnérable à se faire connaître.* »

Les chenilles processionnaires sont de retour en Normandie : comment s'en protéger ?

Ces derniers jours de mai 2026, de nombreux habitants de communes à l'Est de Rouen mais aussi dans l'Eure sont victimes de réactions cutanées causées par les poils des chenilles processionnaires.

[\(/id720717/article/2026-05-27/les-chenilles-processionnaires-sont-de-retour-en-normandie-comment-sen-proteger\)](/id720717/article/2026-05-27/les-chenilles-processionnaires-sont-de-retour-en-normandie-comment-sen-proteger)

Partage :



Les nids de chenilles processionnaires du chêne ne sont pas toujours faciles à distinguer. - Photo Fredon Normandie



Par **Violaine Gargala** (</violaine-gargala>)

Publié: 27 Mai 2026 à 12h35 | Temps de lecture: 1 min

Après être allé courir, Maxence, un habitant de La Neuville-Chant-d'Oisel s'est mis à avoir beaucoup de démangeaisons. La cause ? Les chenilles processionnaires (<https://www.paris-normandie.fr/id716708/article/2026-05-09/eure-pourquoi-faut-il-agir-des-maintenant-contre-les-chenilles-processionnaires>) du chêne. Et leurs poils urticants qui volent dans les airs. Le phénomène est prépondérant dans plusieurs communes du plateau Est de Rouen, de la vallée de l'Andelle dans l'Eure et des boucles de la Seine.

Consultez l'actualité en vidéo 📺(/videos)

La pharmacie est très sollicitée

« J'ai fait un trail dimanche, et je suis passé par la forêt. En rentrant ça a commencé à me gratter un peu. Je ne me suis pas trop inquiété car je fais souvent des petites allergies », raconte Maxence qui a depuis des plaques rouges un peu partout. C'est en lisant, sur les réseaux sociaux, le témoignage d'autres habitants du secteur touchés par des poils urticants qu'il comprend ce qui lui arrive. Ses copains de course sont aussi concernés.



Les nids de chenilles processionnaires du chêne ne sont pas toujours faciles à distinguer. - Photo Fredon Normandie

« Depuis hier [mardi 26 mai 2026, Ndlr] on n'arrête pas de voir des personnes recouvertes de petits boutons qui démangent énormément », confirme Sandrine Hérisson, pharmacienne à Boos. À Saint-Aubin-Épinay, tout le monde en parlait à la sortie de l'école, mardi, raconte une mère de famille. Plusieurs mairies, comme Fleury-sur-Andelle et Alizay, ont alerté les habitants sur Facebook de la présence de chenilles processionnaires (<https://www.paris-normandie.fr/id643194/article/2025-07-03/pres-de-rouen-une-ecole-fermee-deux-jours-avant-les-vacances-pour-cause-de>). La Ville de Darnétal en signale dans le bois du Roule.



[\(/id720686/article/2026-05-27/fortes-chaleurs-en-normandie-trois-morts-et-une-forte-hausse-des-interventions\)](#)

À lire aussi

[Fortes chaleurs en Normandie : trois morts et une forte hausse des interventions des secours \(/id720686/article/2026-05-27/fortes-chaleurs-en-normandie-trois-morts-et-une-forte-hausse-des-interventions\)](#)

Les poils volent

« *Seulement deux ou trois personnes ont directement vu des chenilles sur les arbres. Car les poils sont disséminés par le vent [ils peuvent voler sur une dizaine de mètres, Ndlr]* », poursuit la pharmacienne. « *On avait déjà observé cela il y a deux ans* ». La présence de chenilles processionnaires du chêne est cyclique, en fonction des conditions climatiques : celles connues au printemps ont favorisé leur expansion.

Résultat, « *on a beaucoup de signalements surtout dans les secteurs proches de la Seine* », constate Antoine Métayer, chef de pôle [espèces exotiques envahissantes](#) (<https://www.paris-normandie.fr/id704904/article/2026-03-20/en-normandie-ou-est-present-le-moustique-tigre-et-comment-lutter-contre>) et espèces enjeu sanitaire au sein de Fredon Normandie.

Les animaux aussi

Les réactions cutanées « *ne sont pas graves*, rassure Sandrine Hérisson. *On conseille de prendre un antihistaminique, que nous pouvons délivrer, et d'appliquer une crème apaisante. Normalement en 48 heures ça passe* ». Les propriétés urticantes peuvent aussi être à l'origine d'atteintes oculaires, respiratoires ou allergiques. « *En cas d'exposition ou de doute d'exposition aux poils de chenilles, prendre une douche et changer de vêtements* », [fait savoir l'Agence régionale de santé \(ARS\) Normandie](#) (<https://www.normandie.ars.sante.fr/chenilles-processionnaires>). Si nécessaire, consulter un professionnel de santé.

Les animaux peuvent également être touchés, notamment les chiens avec des symptômes à la truffe et la langue, pouvant nécessiter de voir un vétérinaire.

La lutte

Il n'existe pas de répulsif pour se protéger des chenilles processionnaires. Les consignes sont de « *ne pas laisser son linge sécher en plein air et de ne pas laisser les fenêtres ouvertes* », détaille la pharmacienne. L'ARS précise qu'il ne faut pas manipuler les chevilles, éviter de rester sous ou près des arbres colonisés et arroser soigneusement les zones concernées de manière à faire disparaître dans le sol les poils urticants.

« *La lutte est obligatoire : il appartient à l'usager d'un terrain où l'espèce est présente d'intervenir*, prévient Antoine Métayer. *En matière de gestion des foyers c'est assez compliqué. Les pièges à collerette que l'on met au sol pour les chenilles processionnaires du pin ne sont pas valables pour celles du chêne.* » Il existe un traitement biologique, mais qui doit être fait en début de saison. « *En matière de lutte curative il faut faire intervenir une entreprise spécialisée qui va effectuer un grattage et aspiration sur les troncs. Et des alternatives se développent avec une espèce de gel qui va fixer les cocons* ».



[\(/id713927/article/2026-04-27/changement-climatique-en-normandie-ce-quoi-il-faut-sattendre-et-comment-sadapter\)](#)

À lire aussi

Abonnés [Changement climatique en Normandie : ce à quoi il faut s'attendre et comment s'adapter \(/id713927/article/2026-04-27/changement-climatique-en-normandie-ce-quoi-il-faut-sattendre-et-comment-sadapter\)](#)

Le spécialiste recommande aussi d'installer des nichoirs à oiseaux, prédateurs des chenilles. Mais il prévient : l'espèce, dont l'expansion est favorisée par le réchauffement climatique, « *ne peut pas être éradiquée. Quand elle est dans un secteur, elle apparaîtra de nouveau.* »

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Boos \(Seine-Maritime\)\(/29360/locations/boos-seine-maritime\)](#)

[La Neuville-Chant-d'Oisel \(Seine-Maritime\)\(/31728/loc](#)

Ça se passe aussi à

« Il y a urgence ! » : dans la tourmente, les fromages normands contre-attaquent

Bertrand Fize

3-4 minutes

10 000 tonnes de [fromages normands AOP](#) vendues chaque année. Et près de 2000 emplois directs dans la filière. Ces deux chiffres suffisent à eux seuls à dire la place majeure que jouent les célèbres fromages normands dans l'économie de la région. Or ces fromages ne vont pas bien. Les ventes des quatre stars normandes (Camembert, Livarot, Pont-l'Évêque et Neufchâtel) baissent de manière aussi régulière qu'inquiétante d'au moins 2 % chaque année.

L'enjeu est considérable. « Et il y a urgence, martèle Rémy, un producteur, installé aux Champeaux (Orne). Car, au-delà des emplois directs qui risquent encore de disparaître, c'est un véritable fleuron de la cuisine française qui est atteint. La réputation gastronomique qu'assurent ces « pépites laitières » à la Normandie partout dans le monde, pourrait rapidement s'en trouver affaiblie. »

Le cahier des charges de leur AOP sera modifié

Il faut dire que le fromage contribue même à [l'attractivité touristique](#). À l'instar des grands vignobles, une route touristique est consacrée aux quatre AOP normands. Elle permet de visiter une partie de la région en passant par près de 80 sites, fromageries, fermes, crémeries, restaurants ou auberges.

Autant dire que les producteurs, en concertation avec les élus, sont en alerte. Ils ont décidé de prendre les choses en main en annonçant des mesures drastiques pour défendre la filière. Même si cela prend du temps, ils entendent même modifier le cahier des charges de leur AOP.



Newsletter L'essentiel du matin

Un tour de l'actualité pour commencer la journée

« Pour mieux répondre à ce qu'attendent les consommateurs, nous avons d'abord décidé d'imposer au moins 75 % de lait issu de vaches normandes dans les Camemberts et les Pont-l'Évêque. Et nous garantissons d'ores et déjà une alimentation sans OGM à nos vaches. Enfin, nous mettons tout en œuvre pour mieux limiter les produits phytosanitaires et à terme notre bilan carbone », explique Benoit Duval, vice-président de l'Union des producteurs de lait AOP normands qui réunit 400 producteurs livrant un peu plus de 200 millions de litres de lait.

Face à l'urgence de redorer le blason de la filière, certains professionnels accélèrent cette dynamique qualitative. La fameuse fromagerie Réo annonce par exemple qu'elle produira dès 2027 tous ses fromages exclusivement [à partir de lait de vaches normandes](#), réputé nettement plus qualitatif car plus riche en matière grasse et protéique. Il faut dire que les chiffres sont troublants : depuis 2016, 30 % de ce cheptel normand, soit 50 000 vaches, ont disparu des exploitations laitières normandes. Quasiment dans le même temps, les ventes de Camembert ont baissé de près de 10 %, tout comme celles du Pont-l'Évêque et du Livarot...

La profession espère à présent que ces nouvelles mesures, visant à améliorer encore la qualité des fromages, inverseront la tendance. D'autant que la région Normandie a déjà prouvé son soutien en investissant 2 millions d'euros qui permettent d'accompagner 400 éleveurs dans la « normandisation » de leur troupeau.

Pêche industrielle des navires de plus de 25 m : Manche Nature dénonce le revirement du préfet de Normandie

Clara Lebarbey

3–4 minutes

Alors que les navires de plus de 25 m sous pavillon français avaient l'interdiction de pêcher sur les côtes normandes depuis décembre 2025 sur ordre du préfet de Normandie, celui-ci est [revenu sur sa position en abrogeant l'arrêté](#) au début du mois de mai 2026.

Soutien au comité régional des pêches

[L'association Manche Nature](#) déplorait déjà l'arrêté non suffisant car il «ne visait que les navires battant pavillon français. Or chacun sait que la plupart dépendent de capitaux néerlandais».

Après l'annonce de l'abrogation, l'association apporte son soutien au Comité régional des pêches qui demande la restauration de l'arrêté et son extension aux navires étrangers exerçant dans la Manche car «cet espace maritime doit être réservé à des activités de pêche artisanale», d'après Manche Nature.

L'association de défense de l'environnement demande l'interdiction de l'utilisation des arts traînants (chalutage de fond et dragages).

Après l'abrogation d'un arrêté sur la pêche, le sénateur Sébastien Fagnen interpelle la ministre

Julien Munoz

4-5 minutes

Le sénateur de la Manche Sébastien Fagnen a écrit à la ministre de la Mer Catherine Chabaud, après l'abrogation d'un arrêté à peine publié, visant à protéger la bande côtière.

Sur le même thème

[Mer](#)

[Pêche](#)

[Sébastien Fagnen](#)



La préfecture de la région Normandie avait interdit aux navires de plus de 25 mètres de pêcher dans la bande des 12 milles marins (22 km) depuis le bord. Le 7 mai, elle est revenue sur sa décision. ©Archives Jean-Paul BARBIER

Par [Julien Munoz](#) Publié le 28 mai 2026 à 7h31

La décision devait marquer **un coup d'arrêt à l'industrialisation croissante** des eaux normandes. Fin novembre 2025, le **Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM)**

adoptait, à une écrasante majorité, une délibération visant à bannir les **navires de plus de 25 mètres** de la bande côtière des douze miles.

Le texte avait ensuite suivi le long corridor administratif menant des bureaux de la Direction interrégionale de la Mer Manche-mer du Nord (DIRM) jusqu'à la préfecture de Normandie, avant d'être finalement validé par arrêté fin décembre 2025.

« Organiser de manière équilibrée et juste »

Très vite, les **recours** se sont accumulés. D'un côté, **France Pélagique**, acteur majeur de la pêche industrielle disposant de quotas sur le maquereau, le hareng, le chinchard ou encore le merlan bleu. De l'autre, **l'Union des armateurs à la pêche de France** (UAPF), déterminée à faire tomber une réglementation jugée trop contraignante pour les grands navires.

Sous cette **pression juridique et économique**, l'État a fini par reculer. Le 7 mai dernier, dans un revirement aussi discret que brutal, la DIRM (la même administration qui avait validé l'arrêté quelques mois plus tôt) [a prononcé son abrogation](#).

Dans un courrier à la ministre de la Mer, **Catherine Chabaud**, [Sébastien Fagnen, sénateur PS de la Manche](#), questionne ce soudain changement de pied. Il estime que cette décision apparaît d'autant plus préoccupante qu'elle risque de mettre à mal des objectifs communs de préservation des équilibres socio-économiques de la pêche côtière.

Ce revirement interroge, dans la mesure où il semble résulter de pressions exercées par certains intérêts économiques, et soulève des questions quant à d'éventuels conflits d'intérêts impliquant des organisations aux capitaux étrangers.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Trois bateaux battant pavillon français, le *Scombrus* (81 m), *Larche* (35 m) et le *Tourmalet* (35 m), étaient concernés par cette mesure nationale qui avait pour but de protéger et partager la ressource avec la flotte normande.

Il s'agit d'insister sur le fait que le décret mis à mal ne visait ni à interdire l'activité de pêche, ni à restreindre l'accès à la ressource, mais à organiser de manière équilibrée et juste l'exercice des activités dans un espace maritime particulièrement contraint. Dans un contexte de pression croissante sur la ressource et les

espaces maritimes, il apparaît indispensable de maintenir des outils de régulation adaptés, afin de préserver durablement les équilibres entre flottilles et de garantir l'avenir de la pêche artisanale. Il en va non seulement de la pérennité de notre modèle de pêche, de l'équilibre économique des territoires littoraux mais également de notre souveraineté nationale face à des flottilles opportunistes.

Le CRPME en appelait ces derniers jours au monde politique pour s'emparer justement de la question de l'avenir de la pêche artisanale. La ministre de la Mer et de la Pêche est attendue **jeudi 18 juin** à [Cherbourg](#). Catherine Chabaud a en effet confirmé sa présence aux Assises de la pêche et des produits de la mer organisées par *Le Marin* et *Ouest-France* les 18 et 19 juin, à La Cité de la Mer.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

862 000 agents publics vont bénéficier de l'indemnité différentielle afin de ne pas être payés en dessous du Smic

Acteurs publics

~4 minutes

C'était prévisible, mais le gouvernement a attendu la toute fin du mois de mai pour le confirmer. À la suite de la revalorisation du Smic de 2,41 % prévue au 1^{er} juin, le ministère de l'Action et des Comptes publics annonce la mise en place de l'indemnité différentielle destinée à garantir qu'aucun agent public ne perçoive une rémunération indiciaire inférieure au salaire minimum. Selon un communiqué publié ce jeudi 28 mai, environ 862 000 agents publics sont concernés, dont 306 000 agents de l'État.

Prévue par un décret de 1991, cette indemnité est calculée sur la rémunération indiciaire de base, hors primes et indemnités. Elle bénéficie ainsi aux agents dont le traitement indiciaire est rattrapé par la hausse du Smic, indépendamment des primes qu'ils perçoivent par ailleurs. Le gouvernement précise que ces primes représentent en moyenne 23,9 % du salaire brut mensuel des agents de catégorie C concernés par l'indemnité différentielle, et 28,6 % pour les agents de catégorie B.

Lire aussi : [La nouvelle hausse du Smic affaiblit encore un peu plus le statu quo salarial dans la fonction publique](#)

Pour les agents qui percevaient déjà cette indemnité à la suite de précédentes hausses du Smic, son montant sera revalorisé à compter du 1^{er} juin. Pour les nouveaux bénéficiaires, il dépendra de leur indice de rémunération. Le montant maximal de l'indemnité différentielle atteindra 65,28 euros bruts par mois. Cette confirmation intervient alors que les organisations syndicales alertaient depuis plusieurs jours sur les effets de la nouvelle hausse du Smic sur les grilles de rémunération de la fonction publique. Dans un courrier commun adressé au Premier ministre Sébastien Lecornu, elles estimaient qu'au moins 700 000 agents seraient à

nouveau rattrapés par le minimum légal au 1^{er} juin, en plus des 356 000 agents percevant déjà une indemnité différentielle. Elles dénonçaient un nouveau tassement des grilles et rappelaient que cette indemnité, non prise en compte dans le calcul des pensions de retraite, ne peut tenir lieu de politique salariale.

Tassement des grilles

Le sujet avait également été soulevé par le collectif Sens du service public, pour qui le relèvement du Smic accentue le déclassement salarial des agents. Ses travaux soulignent notamment qu'un agent de catégorie C ayant 19 ans d'ancienneté ne gagnerait plus, en moyenne, que 38 euros bruts mensuels de plus que le Smic. En catégorie B, un agent comptant 6 ans d'ancienneté ne percevrait plus que 33 euros bruts de plus, contre 128 euros en 2023. La catégorie A serait elle aussi désormais touchée, avec un écart de seulement 77 euros bruts pour un agent au premier échelon.

Le gouvernement présente cette indemnité comme "une réponse immédiate" à la revalorisation du Smic. Il l'inscrit dans le cadre des travaux engagés par David Amiel sur les rémunérations et les carrières, qui doivent porter, dans une perspective pluriannuelle, sur la structure des rémunérations, la reconnaissance des responsabilités et la lisibilité des parcours professionnels. Pour les syndicats, l'urgence reste celle d'une revalorisation générale du point d'indice. Ils estiment que les mesures prises depuis 2022 n'ont pas compensé l'inflation et que l'absence de reconduction de la garantie individuelle de pouvoir d'achat alimente une exaspération croissante dans la fonction publique.

Sondage exclusif : les Français rejettent le tout-numérique et érigent la santé en urgence absolue

Par Acteurs publics

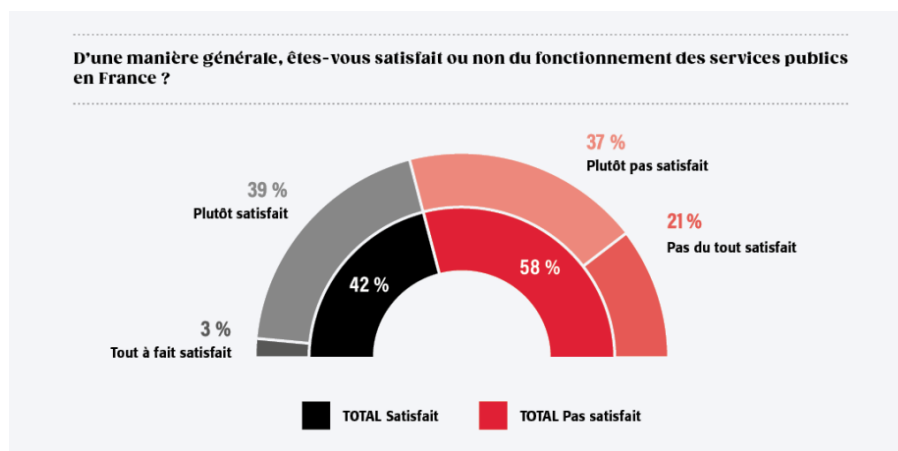
3-4 minutes

Alors que l'efficacité de l'action publique sera au cœur du débat présidentiel de 2027, *Acteurs publics* s'associe à la Casden-Banque Populaire pour lancer un baromètre inédit sur la relation entre les Français et leurs services publics.

Cette grande enquête, réalisée par l'Ifop, permet de dresser un état des lieux précis des attentes de nos concitoyens vis-à-vis de l'administration. Elle met en lumière des constats forts sur l'état de la relation entre l'État et ses usagers.

Une satisfaction en berne

Le premier enseignement de cette étude révèle une forte exigence citoyenne. Aujourd'hui, seuls 42 % des Français se déclarent tout à fait ou plutôt satisfaits du fonctionnement global de nos services publics. À l'inverse, 58 % d'entre eux expriment une insatisfaction.



Cette perception varie toutefois fortement selon les aspects évalués. Si l'accueil et la courtoisie des agents satisfont 62 % des sondés, la rapidité de traitement des dossiers reste le principal point d'achoppement, avec seulement 31 % d'opinions favorables.

62 % DES SONDÉS SONT SATISFAITS DE L'ACCUEIL ET DE LA COURTOISIE DES SERVICES PUBLICS

Interrogés sur les services publics à améliorer en priorité, les Français envoient un message très clair. Le domaine de la santé – incluant l'hôpital et l'accès aux soins – domine largement, en étant cité par 74 % des répondants. Viennent ensuite, très loin derrière, la justice (44 %), la sécurité (43 %) et l'éducation nationale (35 %). Ces résultats soulignent la cristallisation des inquiétudes autour des missions régaliennes de l'État.

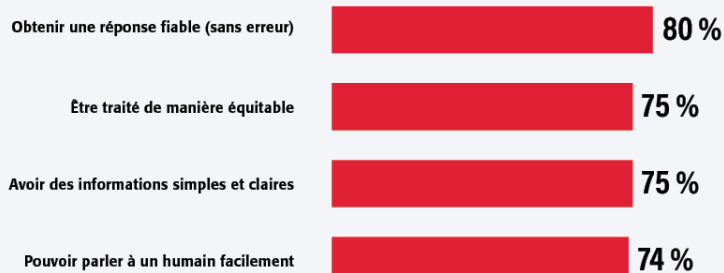
Les services publics à améliorer en priorité



Besoin de fiabilité et de contact humain

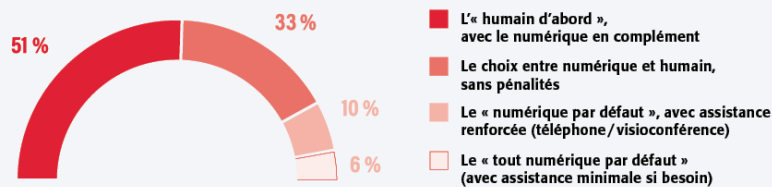
À l'heure de la numérisation des services, les usagers réclament de solides garanties et un retour aux fondamentaux. Pour 80 % d'entre eux, obtenir une réponse fiable et sans erreur constitue la priorité absolue. L'équité de traitement et la clarté des informations suivent de près (75 %). Plus révélateur encore, la possibilité de parler facilement à un interlocuteur humain est jugée prioritaire par 74 % des Français.

Les priorités en matière de qualité des services publics



Cette volonté se traduit également dans le modèle préconisé pour l'avenir des démarches administratives. Plus de la moitié des sondés (51 %) optent pour l'approche de "l'humain d'abord", où le numérique est utilisé uniquement en complément. Un tiers (33 %) souhaite avoir le libre choix entre outils numériques et accueil humain. À l'opposé, le modèle du tout-numérique par défaut ne séduit qu'une infime minorité de citoyens (6 %).

Pour les démarches administratives, quel modèle vous semble le plus adapté ?



Ce premier baromètre démontre que si les Français soutiennent la modernisation de leurs services publics, ils en rejettent une vision déshumanisée et une approche tout-numérique.*

Vous souhaitez recevoir l'intégralité des résultats du baromètre ?

Complétez le formulaire juste [ici](#)

L'enquête *Acteurs publics* / Casden-Banque populaire pour le baromètre de l'efficacité des services publics 2026 a été menée par l'Ifop par questionnaire auto-administré en ligne du 30 mars au 7 avril 2026 auprès d'un échantillon de 2 550 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille), après stratification par régions et catégories d'agglomération.

Une enquête

**acteurs
publics**

En partenariat
avec

casden
la banque coopérative
de la Fonction publique

Réalisée par

ifop